

# OBSERVATOIRE DU SAHEL CENTRAL<sup>1</sup>

Édition S2-2024

1er juillet–31 décembre 2024  
Publiée en janvier 2025

## Renforcer le contrat social en améliorant la prestation de services

**Préparé par :** Fulbert Tchana Tchana, Kabinet Kaba, Eyah Denise Edoh, Tahirou Kalam, Gabriel Dedu, Murielle Babatounde, et Ousmane Megnan Kolie<sup>2</sup>

**Approuvé par :** Hans Anand Beck et Gael Raballand

**Autorisé à la distribution par :** Clara de Sousa

**Contact externe :** Edmond Bagde Dingamhoudou (edinghamhoudou@worldbank.org)

### Résumé

L'édition du deuxième semestre 2024 de l'Observatoire du Sahel central met en lumière l'engagement de la Banque mondiale à améliorer les moyens de subsistance des populations en renforçant le contrat social par le biais d'une meilleure prestation de services dans cette région.

- Tirée par le secteur des ressources et les services, la croissance du PIB dans le Sahel central a légèrement augmenté, passant de 3 % en 2023 à 4 % en 2024, ce qui est suffisant pour réaliser une croissance modeste du PIB par habitant (0,9 %) et une réduction de la pauvreté. Cependant, la croissance reste modeste en raison de la faible diversification, de l'insécurité, de l'incertitude politique et des inondations. Le taux de pauvreté a diminué dans toute la région, sauf au Tchad, où la crise des réfugiés a exacerbé la pauvreté. Pendant ce temps, l'insécurité alimentaire persiste. Au Burkina Faso, l'agriculture et les services

ont été les principaux moteurs de la croissance, tandis qu'au Mali, la croissance a été tirée par les télécommunications et l'agriculture, en particulier l'industrie du coton. Le secteur industriel du Niger a bénéficié de manière significative de l'oléoduc Bénin-Niger.

- Les tendances des prix dans le Sahel central ont varié d'un pays à l'autre. Au Burkina Faso, l'inflation est restée proche de l'objectif de 3 %, à 3,4 %, tandis que le Mali a réussi à maintenir un taux d'inflation encore plus bas de 1,2 %. En revanche, le Niger et le Tchad ont connu des taux d'inflation nettement plus élevés, à 8,5 % et 6,5 % respectivement, bien au-delà de l'objectif de 3 % fixé par leurs unions monétaires régionales.
- À l'exception du Tchad, le déficit des comptes courants s'est amélioré dans tous les pays de la région, grâce à l'augmentation des exportations de ressources minérales et de produits agricoles. Le déficit du Tchad s'est légèrement creusé en

<sup>1</sup> L'Observatoire du Sahel central vise à rendre compte des récents développements économiques dans le Sahel central, y compris les projets de la Banque mondiale. Les pays du Sahel central sont le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

<sup>2</sup> L'équipe remercie Michael Evers, Gladys Madjilem Naibei, Mahamat Abdrahmane Moustapha, Daniel Pajank, Aminata Ouedraogo, Yannik Strittmatter, Mahama Samir Bandaogo, Chimene Diane Djapou, Giulio Iacobelli, Demet Kaya et Yue Man Lee pour leurs contributions.



raison d'une augmentation des importations, due aux fortes pressions de la demande intérieure liées à la crise des réfugiés. Les mesures de consolidation budgétaire en cours ont également contribué à réduire le déficit budgétaire dans certains pays du Sahel central.

- *Malgré les difficultés, les projets et programmes en cours financés par la Banque mondiale et axés sur la prestation de services au Burkina Faso, au Mali et au Niger renforcent le contrat social dans le Sahel central. Au Burkina Faso, le Programme de gouvernance locale pour les services de base et la résilience, approuvé en juin 2023, a soutenu le redéploiement de 5 800 fonctionnaires dans les zones mal desservies, ce qui représente 29 % de l'objectif du programme. Le programme a également facilité la délivrance de 33 000 actes de naissance à des personnes déplacées à l'intérieur du pays, soit une augmentation de 50,4 %, et a soutenu les cantines scolaires dans 17 pour cent des écoles primaires publiques. Parallèlement, le programme Mali Déploiement des ressources de l'État pour une meilleure prestation de services, approuvé en juin 2019, a renforcé la décentralisation fiscale en allouant 31 millions de dollars à 102 municipalités. Il a également soutenu le renforcement des capacités de 12 000 fonctionnaires locaux et centraux et élus en matière de prestation de services, tout en améliorant la responsabilisation et en renforçant la capacité à surveiller la qualité des services publics des résidents dans plus de 1 000 villages. Enfin, le Programme de gestion du secteur public pour la résilience et la prestation de services au Niger, approuvé en juin 2022, a permis, malgré les difficultés, de réduire le nombre de jours de rupture de stock de médicaments essentiels dans les centres de santé mal desservis de 16 à 9 jours. En outre, le programme a permis d'obtenir 11 millions de doses de vaccins et de médicaments essentiels pour les campagnes de vaccination pendant les fermetures de frontières causées par les sanctions régionales.*

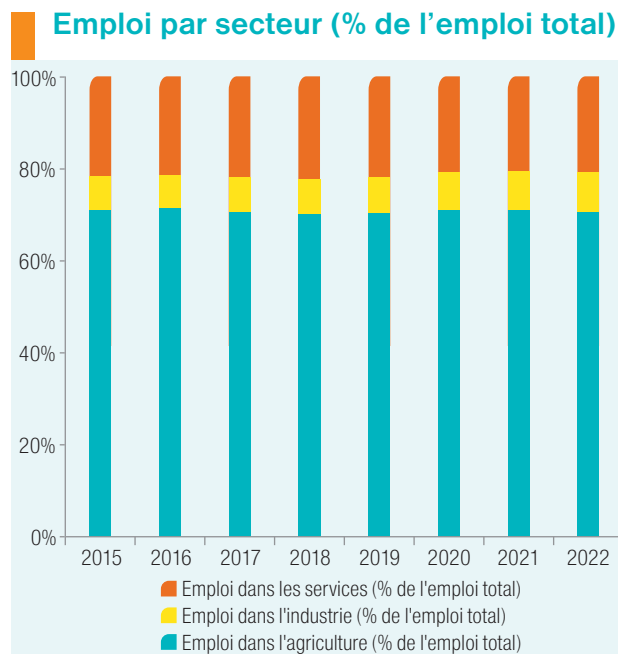
## 1. Contexte et Défis

**L'économie du Sahel central reste fortement dépendante des ressources minérales et de l'agriculture.** Au Burkina Faso et au Mali, l'or représente plus de 70 % des exportations totales, ce qui rend ces pays très vulnérables aux fluctuations des prix de l'or. De même, l'uranium et le pétrole représentent environ 75 % des exportations du Niger et du Tchad. Ce manque de diversification entrave la croissance économique et l'amélioration du revenu par habitant, car la volatilité des prix des produits de base accroît la volatilité de la croissance économique ainsi que des soldes budgétaires et des comptes courants.

**La transformation structurelle dans le Sahel central n'a pas encore eu lieu, ce qui compromet les efforts visant à créer des emplois bien rémunérés pour les jeunes de la région.** L'emploi est fortement concentré dans l'agriculture, qui représentait environ 70 % de l'emploi total en 2022. Cependant, la contribution de l'agriculture au PIB est beaucoup plus faible, avec une valeur rapportée au PIB d'environ 30 % en 2022, ce qui souligne la faible productivité du secteur. Le secteur secondaire, actuellement dominé par les industries extractives et représentant environ un quart du PIB, n'emploie que 8,5 % de la main-d'œuvre totale.

**Le changement climatique, l'insécurité et l'incertitude des politiques économiques continuent de poser des obstacles importants à une croissance économique soutenue.** Le Sahel central est l'une des régions les plus vulnérables au changement climatique. Par exemple, au Tchad, l'insuffisance des précipitations et les récentes inondations ont eu un impact négatif sur l'agriculture. L'incertitude politique et l'insécurité ont freiné la croissance et exacerbés l'extrême pauvreté en : (i) augmentant la volatilité des flux financiers internationaux ; (ii) réduisant les investissements privés ; et (iii) déplaçant la main-d'œuvre. Les changements de régime menés par l'armée dans les pays du Sahel central ont considérablement réduit le financement international du développement. À l'exception du Tchad, les décaissements extérieurs ont diminué dans la région entre 2011 et 2023 : de 3,3 à

Figure 1



1,7 pour cent au Burkina Faso ; de 3 à 1,8 % au Mali ; et de 2 à 1,6 pour cent au Niger. En revanche, le financement intérieur (net) a augmenté au cours de la même période : de 0,9 à 5,6 % au Burkina Faso ; de 1,4 à 4,8 % au Mali ; de 0,2 à 3,0 % au Niger ; et de 1,1 % en 2010 à 4,4 % en 2023 au Tchad, ce qui a eu pour effet d'évincer les entreprises nationales du système bancaire. L'insécurité a perturbé l'exploitation industrielle de l'or, en particulier au Burkina Faso, où elle représente 16 % du PIB et 22 % des recettes publiques. Le déplacement des communautés en raison de l'insécurité a encore affaibli la productivité agricole.

## 2. Développements économiques récents

### 1.1. Tendances au Sahel central

**La croissance économique devrait augmenter de 1 point de pourcentage (pp) pour atteindre 4,1 % en 2024.**<sup>3</sup> Malgré cette amélioration, la croissance reste modeste dans de nombreux pays en raison de

Figure 2

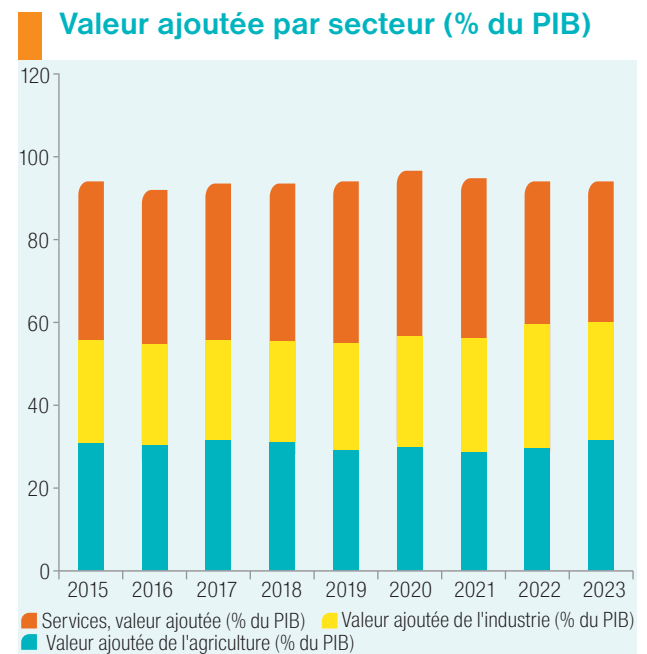
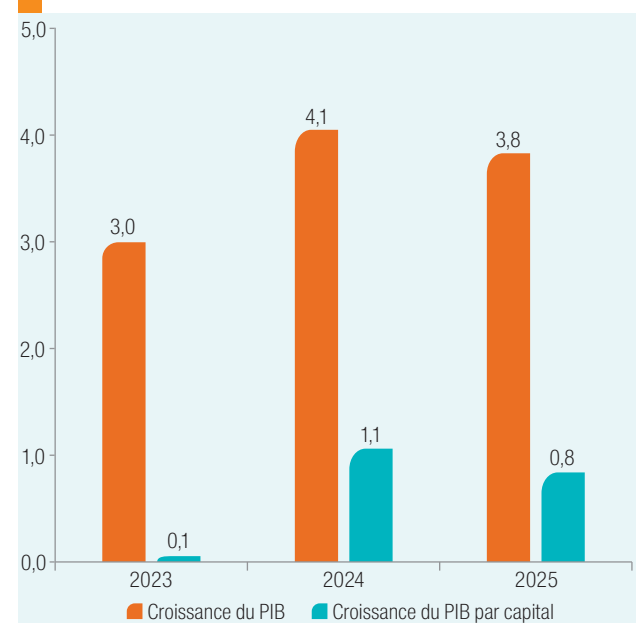


Figure 3

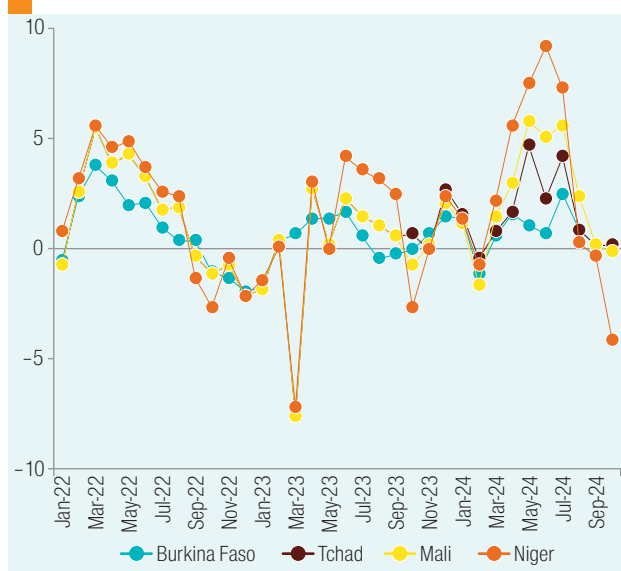
### Croissance économique du Sahel central, 2023–2025



<sup>3</sup> Les indicateurs du Sahel central sont calculés en tant que moyenne pondérée (par le PIB) ou somme de chaque pays.

Figure 4

### Inflation globale (IPC), variation mensuelle des prix



Source : BCEAO et offices nationaux de statistiques.

l'insécurité, des inondations et de l'incertitude des politiques économiques. Néanmoins, cette modeste reprise de l'activité économique a accéléré la croissance du PIB par habitant, qui était négligeable en 2023 (0,1 %). La reprise économique a été soutenue par les secteurs non minéral et minéral, notamment : (i) une accélération de la croissance agricole de 2,6 pp au Burkina Faso, au Mali et au Niger, tirée principalement par les cultures céréalières et le coton (au Burkina Faso et au Mali) ; (ii) un secteur industriel résilient au Burkina Faso malgré l'insécurité ; (iii) une croissance dans les secteurs de la construction et de l'alimentation au Mali ; (iv) une augmentation de la production pétrolière au Niger ; et (v) un secteur des services robuste, tiré par l'administration publique, le commerce, et les services de réparation.

**Bien que les soldes budgétaires et courants se soient légèrement améliorés, ils continuent d'afficher des déficits importants financés par des bons du Trésor onéreux sur les marchés régionaux de l'UEMOA et de la CEMAC.** Le déficit moyen des comptes courants dans le Sahel central est passé de 6,6 % en 2023 à 6,1 % en 2024. Il s'est amélioré dans

tous les pays de la région (à l'exception du Tchad, où il s'est détérioré, passant d'un excédent à un déficit), sous l'effet des exportations de ressources minérales et de produits agricoles. Les mesures de consolidation budgétaire en cours ont contribué à réduire le déficit budgétaire de la région de 3,9 % en moyenne en 2023 à 3,8 % en 2024. La détérioration de la situation budgétaire du Tchad, qui est passée d'un excédent de 3,9 % à un déficit de 0,3 %, a masqué des améliorations significatives dans le reste de la région. Les pays du Sahel central ont levé 2.212 milliards de francs CFA en 2024 pour financer leurs déficits, soit une légère augmentation par rapport aux 2.153 milliards de francs CFA en 2023. Cette augmentation, malgré la hausse des taux d'intérêt, témoigne du fait que le marché régional est devenu la principale source de financement des déficits.

**Bien que l'inflation soit restée sous contrôle en 2023, d'importantes disparités sont apparues en 2024, incitant les autorités monétaires à maintenir une politique monétaire restrictive.** Au deuxième trimestre 2024, l'inflation a atteint 4,1 %, contre 2,9 % au trimestre précédent. L'inflation dans l'UEMOA était de 3,7 % en 2024, en hausse par rapport à 2023. Cependant, le taux d'inflation du Burkina Faso a fortement augmenté mais est resté proche de l'objectif de la BCEAO, tandis que le taux d'inflation du Mali était de 1,2 %, bien en dessous de l'objectif régional. En revanche, le Niger et le Tchad ont enregistré des taux d'inflation de 8,5 % et 6,5 % respectivement, bien au-dessus de l'objectif de 3 %. Le 11 septembre 2024, le Comité de politique monétaire (CPM) de la BCEAO a décidé de maintenir le taux d'intérêt des prêts de la banque centrale aux banques à 3,50 % et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 5,50 %, inchangés depuis le 16 décembre 2023.<sup>4</sup> Selon le CPM, cette décision se fonde sur l'évolution récente des prix, de l'activité économique et de l'environnement extérieur de l'UEMOA. L'inflation devrait revenir dans la fourchette cible de 1 à 3 % en 2025, en raison d'une campagne

<sup>4</sup> Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est leur banque centrale régionale.



Tableau 1

### Montants levés sur les marchés régionaux de la BCEAO et de la BEAC (en milliards de XAF/XOF)

Pays	Q1-2023	Q2-2023	Q3-2023	Q4-2023	2023	Q1-2024	Q2-2024	Q3-2024	Q4-2024	2024
Burkina Faso	64	327	190	30	611	162	179	263	104	708
Tchad	38	34	42	49	163	61	0	43	0	104
Mali	116	372	206	98	792	177	156	162	126	621
Niger	151	330	106	0	587	0	577	41	162	779
<b>Sahel central</b>	<b>369</b>	<b>1063</b>	<b>544</b>	<b>177</b>	<b>2153</b>	<b>400</b>	<b>911</b>	<b>508</b>	<b>393</b>	<b>2212</b>

**Source :** Calculs de l'équipe de la Banque mondiale sur la base des données de UEMOA-Titres et BEAC.

**Note :** XAF pour le Tchad et XOF pour les autres

agricole plus favorable en 2024/2025, de la baisse attendue des prix des produits alimentaires importés et des mesures prises par certains pays pour atténuer les effets du ralentissement économique mondial. En ce qui concerne le Tchad, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a maintenu sa politique monétaire rigoureuse pour contenir les pressions inflationnistes et soutenir la viabilité extérieure de l'accord de change. Le taux directeur de la BEAC a été maintenu à 5 %, après une augmentation cumulée de 175 points de base entre novembre 2021 et mars 2023. Les injections hebdomadaires de liquidités ont été interrompues au début de 2023, et la BEAC a réduit ses opérations d'absorption de liquidités depuis le début de 2024.

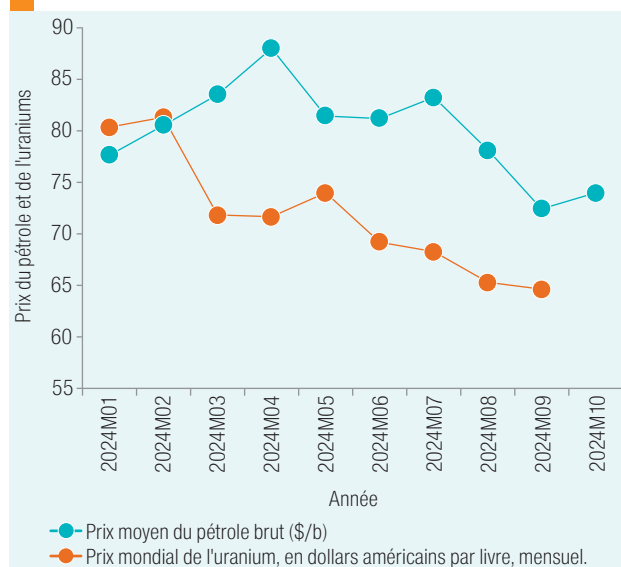
**Le modeste rebond de la croissance dans le Sahel central a conduit à une réduction modérée des taux de pauvreté, bien que l'insécurité alimentaire reste persistante dans la région.** Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont vu leurs taux de pauvreté diminuer légèrement en 2024, et cette tendance devrait se poursuivre en 2025. Malgré ces améliorations, l'insécurité alimentaire persiste dans tous ces pays. Au Burkina Faso, la situation humanitaire reste désastreuse, avec plus de 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 2,7 millions de personnes (11,9 % de la population) en situation d'insécurité alimentaire sévère entre juin et août 2024. Au Mali, plus de 330 000 personnes déplacées et environ 1,4 million de personnes (6 pour cent de la population) ont été confrontées à une grave insécurité alimentaire au cours

de la même période, exacerbée par d'importantes inondations pendant la saison des pluies. Au Niger, alors que le taux d'extrême pauvreté devrait tomber à 47,5 pour cent, 13,1 % de la population est confrontée à une insécurité alimentaire grave, environ 300 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays en raison de l'insécurité, et les inondations du mois d'août ont détruit des milliers d'habitations et fait des centaines de morts. Au Tchad, le taux de pauvreté a augmenté de 2 % en 2024 en raison du ralentissement économique. Le pays a également connu une grave insécurité alimentaire (estimée à 3,4 millions de personnes, soit 20 pour cent de la population), entre la mi-juillet et la fin octobre 2024. Les inondations dues aux fortes pluies ont touché plus de 1,5 million de personnes, détruit 259 000 hectares de cultures et entraîné la perte de près de 70 000 têtes de bétail.

**Le Sahel central a fait preuve de résilience face à la chute durable des prix de ses principaux produits de base en 2024.** Cependant, la forte dépendance de la région à l'égard de ces matières premières continue de poser des risques pour sa stabilité macroéconomique, la rendant vulnérable à de futurs chocs de prix. Au premier trimestre 2024, les prix des principaux produits d'exportations de la région ont baissé, à l'exception de l'or. Après avoir augmenté tout au long de l'année 2023, le prix de l'uranium a chuté de 20 % entre janvier et octobre 2024. Cette baisse a eu un impact négligeable sur l'économie nigérienne en raison du boom des exportations de pétrole suite à la

Figure 5

### Prix du pétrole et de l'uranium, M1-2024-M10-2024



Source : Derniers prix des matières premières publiés par la Banque mondiale.

mise en service de l'oléoduc Bénin-Niger en mai 2024 et à sa réouverture en novembre. Bien que les prix du pétrole aient chuté de 4,8 %, l'impact sur le Niger et le Tchad a été minime en raison de l'augmentation de la production de pétrole dans les deux pays. Le volume de la production pétrolière du Tchad a augmenté de 8,7 % au premier trimestre 2024, et la mise en service de l'oléoduc Bénin-Niger a augmenté la production de pétrole à environ 11,2 millions de barils en 2024. Au Burkina Faso, la hausse de 32 % des prix de l'or a fait de l'industrie minière un moteur de croissance essentiel, malgré les perturbations persistantes dues à l'insécurité. Pendant ce temps, les prix du coton ont chuté de 10,36 % au cours des 10 derniers mois de 2024, bien qu'une saison cotonnière réussie ait aidé le secteur agricole à se redresser et à soutenir la croissance au Mali.

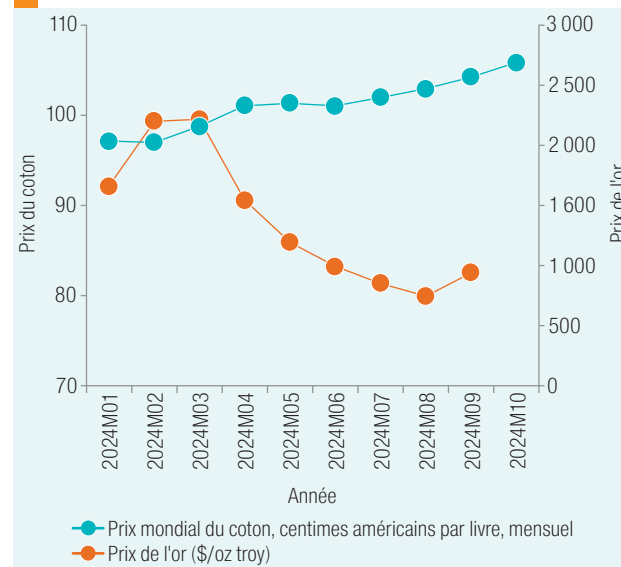
## 2.2. Tendances pays par pays

### Burkina Faso

**Malgré l'insécurité qui a perturbé les activités minières, agricoles et d'élevage, la croissance du**

Figure 6

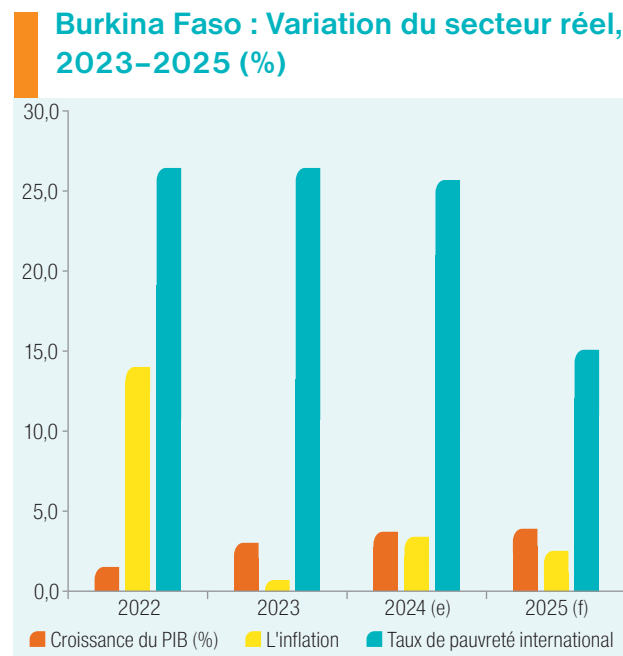
### Prix du coton et de l'or, M1-2024-M10-2024



Source : Derniers prix des matières premières publiés par la Banque mondiale.

**PIB s'est accélérée de 3,7 % en 2024 – 0,7 pp de plus qu'en 2023.** Du côté de l'offre, la croissance a été soutenue par presque tous les secteurs. La croissance agricole a fortement augmenté, sous l'impulsion des cultures céréalières, atteignant en moyenne 4,2 % en 2024, soit nettement plus que les 1,1 % enregistrés en 2023. Bien que la croissance des services ait ralenti, elle est restée robuste à 4,0 % et, par conséquent, le principal moteur de la croissance compte tenu de l'importance du secteur public dans le pays. Le secteur industriel a fait preuve de résilience, avec une croissance de 2,8 %, soutenue par la hausse des prix de l'or au cours des dix derniers mois, malgré les perturbations causées par l'insécurité. Du côté de la demande, les composantes intérieures ont ralenti, l'investissement privé connaissant un ralentissement notable, tandis que les consommations privée et publique ont tiré la croissance globale. La consommation publique a augmenté 3,7 %, grâce aux dépenses de sécurité et à la masse salariale, mais sa croissance a été tempérée par une baisse de 3,2 % de l'investissement public. La croissance des investissements s'est ralentie, passant de 8,9 % à 2,9 %, reflétant la forte incertitude entourant

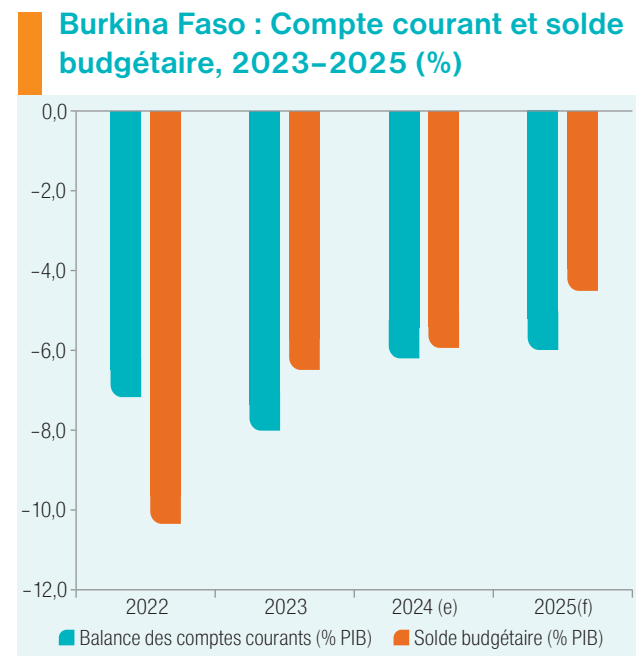
Figure 7



les investissements dans le secteur minier en proie à l'insécurité.

**Bien qu'ils se soient réduits en raison des prix élevés de l'or et de la consolidation budgétaire, les déficits budgétaire et extérieur sont restés élevés en 2024, financés principalement par des obligations du Trésor onéreuses sur le marché régional de l'UEMOA.** Après avoir atteint un niveau historique de -10,3 % du PIB en 2022, le déficit budgétaire du pays s'est réduit à un niveau estimé à 5,9 % du PIB en 2024. Cette amélioration du solde budgétaire a été soutenue par des mesures portant à la fois sur les recettes et les dépenses. Du côté des recettes, les ressources non fiscales en pourcentage du PIB se sont améliorées en 2024, tandis que les autres sources de recettes sont restées stagnantes ou ont légèrement diminué. Toutefois, compte tenu de la baisse persistante des dons des donateurs bilatéraux, les efforts de mobilisation des ressources doivent être intensifiés pour augmenter les recettes fiscales. Du côté des dépenses, les efforts de consolidation budgétaire et une réduction substantielle des subventions ont contribué de manière significative à la réduction du

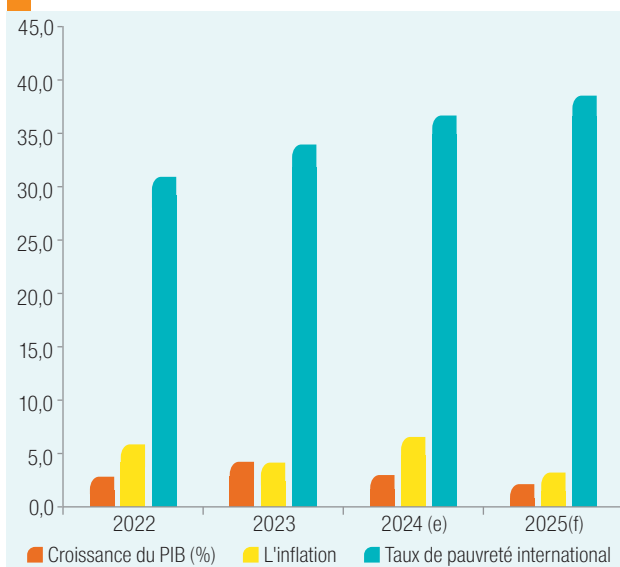
Figure 8



déficit budgétaire. Cependant, alors que la pression des dépenses liées à l'insécurité, aux besoins humanitaires et à la croissance résiliente reste élevée, les réductions des dépenses d'investissement (1,1 % du PIB) pourraient avoir des effets négatifs à moyen et à long terme. Le déficit budgétaire est principalement financé par des emprunts intérieurs sur le marché régional de l'UEMOA, où le Burkina Faso a dû faire face à une forte augmentation des taux d'intérêt, qui ont dépassé 9 % pour les bons à 12 mois. Le Burkina Faso a levé un total de 708,1 milliards de FCFA sur le marché de l'UEMOA en 2024, avec des volumes trimestriels allant de 104,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre à 262,7 milliards de FCFA au troisième trimestre. Malgré la poursuite de la baisse du déficit budgétaire, le ratio dette/PIB s'est établi à 54,2 %, en légère hausse par rapport aux 53,4 % de 2023. Le profil de la dette reste dominé par la dette intérieure, dont le ratio au PIB continue d'augmenter, tandis que le ratio de la dette extérieure a légèrement diminué. Le déficit des comptes courants s'est réduit, atteignant 6,2 %, soit une baisse significative par rapport aux 8,0 % de 2023. Cette amélioration est due à une augmentation

Figure 9

### Tchad : Variation du secteur réel, 2023–2025 (%)



Source : Banque mondiale MPO, Assemblées annuelles 2024.

de 32 % du prix de l'or et à un net ralentissement des importations (qui restent toutefois élevées).

### Tchad

**La croissance du PIB du Tchad a ralenti de 4,1 % en 2023 à 3,0 % en 2024 en raison des pressions exercées par la crise des réfugiés, qui a fortement sollicité les ressources locales, et de l'augmentation de la pression fiscale.** Du côté de l'offre, la croissance de la production pétrolière s'est ralentie, passant de 6 % à 4,4 % au cours de la même période. Le secteur non pétrolier a progressé de 2,7 % en 2024, contre 4,1 % en 2023, soutenu par le secteur agricole, qui a progressé de 3,1 %. Le ralentissement du secteur non pétrolier est attribué à la fois à une décélération de la croissance agricole, qui a été affectée par les récentes inondations, et à une réduction de l'investissement public. Du côté de la demande, la consommation privée a fortement ralenti, tandis que la consommation publique s'est considérablement accélérée en raison des pressions exercées sur la demande intérieure et les dépenses publiques par la crise des réfugiés et pendant la période précédant les élections. Le ralentissement

Figure 10

### Tchad : Compte courant et solde budgétaire, 2023–2025 (%)



Source : Banque mondiale MPO, Assemblées annuelles 2024.

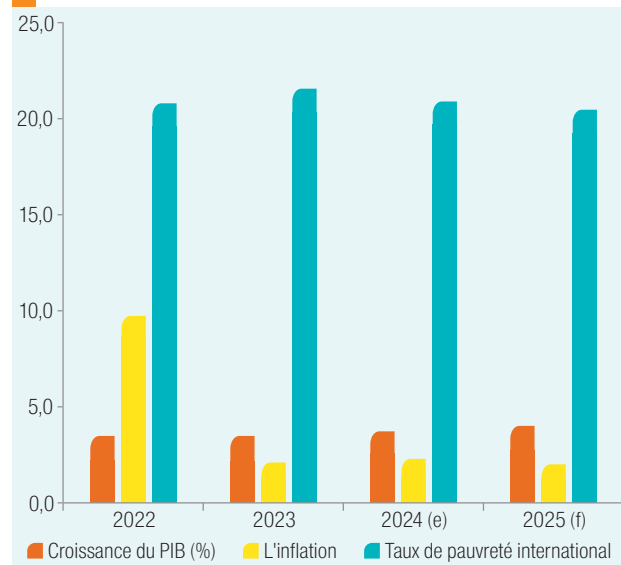
de la demande intérieure a entraîné une forte réduction de la croissance des importations, qui est passée de 16 % en 2023 à 1,8 % en 2024, tandis que les exportations ont augmenté de 4 % contre 2,9 % enregistré en 2023. L'inflation a été faible au début de 2024, à environ 1 %, avant d'accélérer fortement au cours du second semestre de l'année. Après avoir chuté à 4,1 % en 2023, l'inflation a bondi à 6,5 % en 2024, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et des transports.

**Le solde budgétaire s'est amélioré grâce à la réduction des dépenses d'investissement, tandis que le solde de la balance courante s'est détérioré en raison de la faiblesse des exportations de pétrole.** Le déficit budgétaire a diminué pour atteindre 0,2 % du PIB en 2024, principalement grâce à une forte décélération des dépenses d'investissement public. Toutefois, les dépenses publiques restent élevées, reflétant la charge fiscale imposée par la crise des réfugiés. En conséquence, le ratio dette/PIB a augmenté, passant de 38,5 % en 2023 à 41,4 % en 2024. Avec des options de financement limitées et une saturation croissante du marché, le Tchad s'est fortement appuyé sur



Figure 11

### Mali : Variation du secteur réel, 2023–2025 (%)

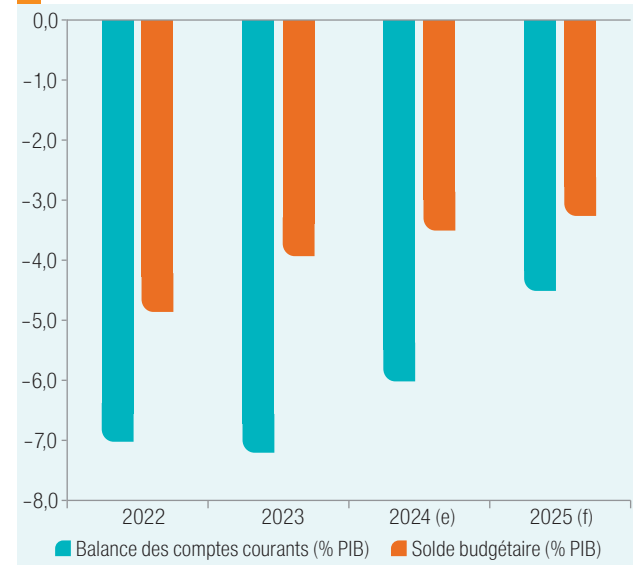


Source : Banque mondiale MPO, Assemblées annuelles 2024.

le marché régional de la CEMAC pour le financement. Pour réduire les risques de refinancement, les autorités ont opté pour des échéances plus longues, mais cette stratégie a eu un coût plus élevé, les rendements obligataires moyens passant de 8,8 % en janvier 2024 à 11 % en juillet 2024. Entre juillet et août 2024, seuls 22,7 % des 180 milliards de FCFA visés ont été levés (40,2 milliards de FCFA), principalement par le biais d'obligations à long terme, y compris des échéances à 4 ans avec un taux de coupon de 6,5 %. Avec la baisse prévue des prix du pétrole et le maintien des dépenses publiques à un niveau élevé, les soldes budgétaires devraient rester déficitaires à moyen terme. Le déficit des comptes courants s'est légèrement creusé en 2024 pour atteindre 1,7 % du PIB, sous l'effet d'une forte demande de biens importés alimentée par les dépenses d'investissement, les dépenses militaires et les opérations humanitaires en faveur des réfugiés soudanais. Le ralentissement de la croissance des exportations, dû à la baisse de la production et des prix du pétrole, a également contribué au déficit. Le déficit de la balance courante devrait ainsi se creuser davantage à mesure que les prix du pétrole diminuent.

Figure 12

### Mali : Compte courant et solde budgétaire, 2023–2025 (%)



Source : Banque mondiale MPO, Assemblées annuelles 2024.

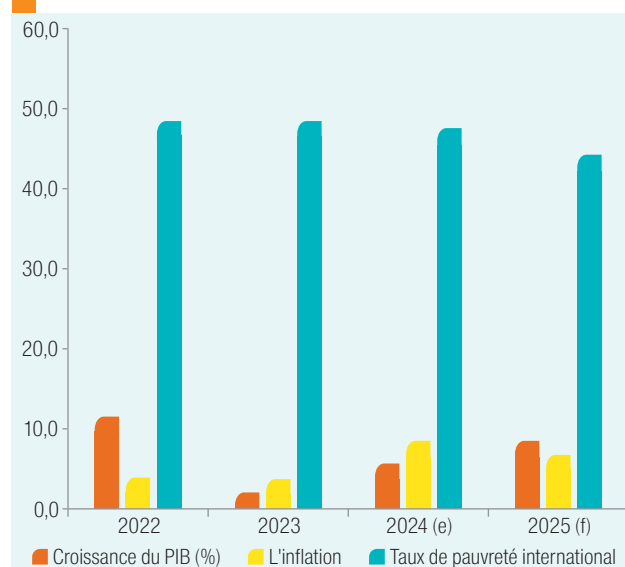
### Mali

**En 2024, l'économie a poursuivi sa modeste reprise, avec une croissance estimée à 3,7 %, soit une augmentation de 0,2 % d'une année à l'autre.**

Du côté de l'offre, la croissance a été principalement tirée par les services, qui ont augmenté de 4,2 pour cent, légèrement plus bas qu'en 2023, soutenu par une forte performance de l'industrie des télécommunications. Alors que la croissance agricole s'est accélérée pour atteindre 3,6 %, soutenue par une meilleure saison de récolte malgré une baisse des prix du coton. La croissance du secteur industriel est restée modeste à 2,5 %, alimentée par les industries de la construction et de l'alimentation. Cependant, les pénuries d'électricité ont considérablement entravé la croissance industrielle en perturbant la production d'engrais et la métallurgie. Du côté de la demande, la consommation privée a été le principal moteur de la croissance, contribuant à hauteur de 3,3 pp, suivie par l'investissement privé à hauteur de 1,5 pp. L'investissement public a continué à diminuer en 2024 en raison d'importantes dépenses liées à la sécurité dans un contexte de ressources budgétaires limitées.

Figure 13

### Niger : Variation du secteur réel, 2023–2025 (%)

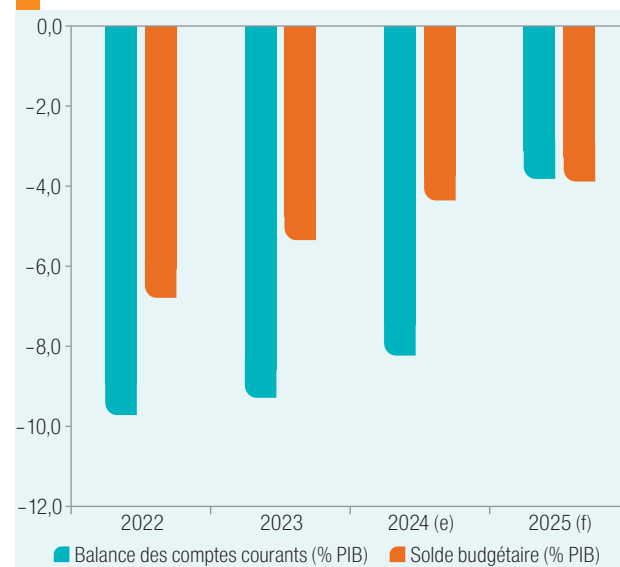


Source : Banque mondiale MPO, Assemblées annuelles 2024.

**Les soldes budgétaire et courant se sont légèrement améliorés en 2024, sous l'effet des mesures de consolidation budgétaire et de la vigueur des exportations.** Le déficit budgétaire devrait légèrement diminuer pour atteindre 3,5 % du PIB en 2024, soutenu par une augmentation de 20,7 % en glissement annuel des recettes fiscales au premier trimestre, qui a elle-même été favorisée par les efforts déployés pour numériser la collecte des impôts. Du côté des dépenses, une réduction de l'importante masse salariale du secteur public à 9 % du PIB a également contribué à l'amélioration du solde budgétaire. Le déficit budgétaire a été principalement financé par des emprunts intérieurs sur le marché régional de l'UEMOA, où le Mali a été confronté à une forte hausse des taux d'intérêt. Bien que la dette publique totale ait augmenté pour atteindre, selon les estimations, 57 % du PIB en 2024, le risque de surendettement reste modéré. Au premier trimestre 2024, le Mali a émis 295,4 milliards de FCFA de titres publics sur le marché régional, levant 177 milliards de FCFA (60 %). Durant le reste de l'année, le Mali a levé 162 milliards de FCFA au deuxième trimestre, 162 milliards de FCFA au troisième trimestre et 126 milliards

Figure 14

### Niger : Compte Courant et Solde Budgétaire, 2023–2025 (%)



Source : Banque mondiale MPO, Assemblées annuelles 2024.

de FCFA au quatrième trimestre. Entre-temps, le déficit du compte courant s'est réduit, passant de 7 % du PIB en 2023 à 6 % du PIB en 2024, principalement en raison d'un rebond des exportations de coton, qui ont augmenté de 7,4 %, en glissement annuel, au premier trimestre.

## Niger

**Alors que la croissance du PIB du Niger a ralenti en 2023 (2,0 %) en raison des sanctions économiques, elle a rebondi en 2024 (5,7 %), bien que l'inflation soit restée élevée.** Ce rebond est dû à la levée des sanctions en février 2024, à la reprise des financements internationaux et à la mise en service de l'oléoduc Bénin-Niger, qui ont permis au pays de s'engager sur une trajectoire de croissance accélérée. Le secteur industriel, soutenu par la production pétrolière, a connu une croissance à deux chiffres (12,1 %), ce qui en fait le principal moteur de la croissance. L'agriculture a également rebondi, avec une croissance de 6,5 % (contre 3,1 % en 2023), contribuant à hauteur de 2,6 % à la croissance globale. La croissance du secteur des services est restée relativement stable, à

seulement 1,1 % en 2024. La croissance du PIB devrait atteindre 8,5 % en 2025, soutenue par la production et les exportations de pétrole ainsi que par l'amélioration de la production agricole résultant de l'expansion des terres irriguées.<sup>5</sup> Au cours du premier semestre 2024, l'inflation a augmenté régulièrement, atteignant 11 % en glissement annuel en avril, sous l'effet d'une augmentation de 17 % en glissement annuel des prix des denrées alimentaires. Les perturbations du commerce dues à la fermeture de la frontière avec le Bénin ont alimenté la hausse des prix des denrées alimentaires, l'inflation passant de 1,7 % en juin 2023 à 15,5 % en juin 2024, soit un taux d'inflation annuel moyen de 8,5 % en 2024.

**Les soldes budgétaire et courant se sont légèrement améliorés en 2024, grâce à des recettes pétrolières et des exportations importantes.** Le déficit budgétaire est tombé à 4,4 % du PIB en 2024 en raison d'une augmentation significative des recettes pétrolières, bien qu'elles aient été inférieures aux prévisions en raison de la fermeture de l'oléoduc pendant trois mois. Alors que les recettes publiques totales ont augmenté, les recettes fiscales ont chuté de 8,1 % à 7,9 %, ce qui souligne la nécessité d'accélérer les réformes pour renforcer le recouvrement des impôts. Les recettes non fiscales et les dons ont tous deux augmenté, tandis que les dépenses ont légèrement diminué, passant de 15,9 % du PIB en 2023 à 15,2 % en 2024, en raison d'une réduction des dépenses courantes. Bien que le ratio dette/PIB ait diminué, le Niger est confronté à une accumulation temporaire d'arriérés, reflétant des contraintes de trésorerie et une gestion plus faible de la dette et des arriérés. À la fin du mois d'avril 2024, le gouvernement avait accumulé 701,8 milliards de FCFA d'arriérés de dette extérieure et intérieure/régionale. Néanmoins, à la fin du mois de juin, le Niger avait apuré 533,8 milliards de FCFA et repris l'émission d'obligations sur le marché régional, bien qu'à des taux d'intérêt plus élevés, dépassant 9 % pour les bons du Trésor à 12 mois. À la fin du mois de juin 2024, le stock d'arriérés du gouvernement était estimé à 182,7 milliards de FCFA, soit 1,5 % du PIB. Dans le cadre du programme du FMI, le gouvernement

a adopté un plan d'apurement des arriérés et avait prévu d'apurer 47,4 milliards de FCFA d'arriérés extérieurs avant la fin de 2024. Il n'y a pas eu de plan d'apurement pour les arriérés intérieurs. Cependant, l'apurement des arriérés (extérieurs) a été limité alors que le gouvernement a accumulé un montant important de nouveaux arriérés (surtout intérieurs) depuis juin. Un total de 107 milliards de FCFA de nouveaux arriérés, ce qui représente une augmentation nette de 81,7 milliards de FCFA pour porter le stock d'arriérés à 264,4 milliards de FCFA ou 2,2 pour cent du PIB à la fin du mois d'octobre. Le déficit du compte courant s'est amélioré à 1 pp en 2024, se réduisant à 8,3 pour cent du PIB, grâce à une augmentation des exportations suite à la mise en service d'un nouvel oléoduc.

### 3. Projets de la Banque mondiale au Sahel central : renforcement du contrat social par l'amélioration des services

**La Banque mondiale reste engagée dans le Sahel central, en mettant l'accent sur une approche centrée sur les populations malgré un environnement difficile.** Cette édition de l'Observatoire du Sahel central met en lumière les principaux résultats des projets de prestation de services en cours au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

#### 3.1. Programme de Gouvernance Locale pour les Services de Base et la Résilience (PREGOLS) au Burkina Faso

**Le PREGOLS est un programme de 150 millions de dollars approuvé en juin 2023.** Il utilise un instrument de « programme pour les résultats », offrant des incitations aux institutions bénéficiaires

<sup>5</sup> Cette projection suppose que la situation en matière de sécurité ne se détériore pas et que le retrait de la CEDEAO n'ait qu'un impact négatif limité sur le commerce avec les pays non-membres de l'UEMOA.

et aux gouvernements locaux (GL) pour améliorer la fourniture des services de base tels que la santé et l'éducation. En outre, il institutionnalise des mesures de performance pour les autorités locales. Le programme a été conçu pour refléter le contexte fragile du Burkina Faso et couvre 30 collectivités locales dans 25 provinces et 9 régions. Il fournit également un cadre et des instruments essentiels pour soutenir les GL ainsi que les agences déconcentrées et centrales du gouvernement.

**Depuis le début de sa mise en œuvre en novembre 2023, le programme a obtenu certains résultats mesurables.** Premièrement, en septembre 2024, environ 5 800 fonctionnaires ont été redéployés dans les administrations locales, ce qui représente 29 % de l'objectif du programme de redéploiement des fonctionnaires touchés par la crise sécuritaire. Deuxièmement, en mars 2024, le gouvernement central a versé pour la première fois des transferts aux administrations locales ciblées sur la base de leurs performances. Cette étape a été franchie grâce à des ordonnances administratives et à l'introduction de subventions basées sur la performance dans le système de transfert fiscal. La première évaluation des performances en 2024 a révélé que 40 % des administrations locales bénéficiaires avaient dépassé le seuil de performance de 50 %. Troisièmement, les administrations locales ont délivré 33 218 certificats de naissance dans les délais légaux, soit une augmentation

de plus de 50,37 % depuis le début du projet (contre 22 096), tandis que les tribunaux administratifs et les cours ont rendu 228 433 jugements pour des naissances, soit une augmentation de 39 % depuis le début du projet (contre 164 172). Quatrièmement, au cours de l'année scolaire 2023/24, 83 pour cent des 1 477 écoles primaires publiques bénéficiaires du programme ont reçu les fournitures scolaires minimales, bien que seulement 16 pour cent d'entre elles aient reçu des fournitures au début de l'année scolaire, ce qui représente un écart de 50 pour cent par rapport à l'objectif du programme.

**Bien que les risques de sécurité restent élevés en raison des attaques sporadiques des groupes armés contre les populations civiles dans certaines parties du pays, aucun des GL bénéficiaires n'a connu d'incidents de sécurité graves depuis le début du projet.** Les risques de sécurité limitent la supervision directe des activités du programme par la Banque mondiale, mais l'utilisation de structures administratives régionales et locales a permis le suivi du programme. L'équipe de la Banque mondiale effectue un suivi bihebdomadaire de l'avancement du projet en collaboration avec les homologues gouvernementaux, ce qui constitue un mécanisme précieux pour identifier et traiter les risques et les défis émergents. Au-delà des questions de sécurité, un soutien ciblé au renforcement des capacités est nécessaire pour maintenir et améliorer les performances du projet.



Séance d'enregistrement des actes de naissance "Audience Fauraine" dans la commune de Ziniare, novembre 2024.



Consultation régionale avec les autorités locales et les agences publiques, municipalité de Kaya, septembre 2024.



### 3.2. Mali Déploiement des ressources de l'État pour une meilleure prestation de services et réponse au COVID-19 : Appui à la prestation de services de base au Mali par la décentralisation fiscale (PDREAS)

**Le PDREAS, un projet de 81,7 millions de dollars financé par la Banque mondiale, les Pays-Bas et la Suisse, a été approuvé en juin 2019 pour soutenir les efforts de décentralisation du Mali.** Le projet a cinq objectifs principaux : (i) augmenter la disponibilité des ressources transférées aux GL ; (ii) améliorer la rapidité de la disponibilité des ressources allouées aux GL ; (iii) améliorer la qualité des dépenses d'éducation et de santé ; (iv) renforcer les capacités techniques et de gestion des municipalités et des départements centraux du ministère des Finances, du ministère de la Décentralisation territoriale et du ministère du Développement social ; et (v) améliorer la gestion des fonds et la responsabilisation locale. Le projet couvre 102 municipalités dans tout le pays.

**Sa principale innovation et ses principaux résultats comprennent l'introduction d'un système de subventions conditionnelles à la performance pour allouer environ 31 millions de dollars aux municipalités participantes.** En utilisant un mécanisme d'évaluation des performances, le projet a alloué des ressources financières aux municipalités éligibles selon

des critères définis. Les municipalités sélectionnées ont utilisé les fonds pour financer des activités définies dans leurs plans de développement local (PDSEC). Les investissements financés par cette initiative comprenaient la construction et l'équipement de salles de classe et de centres de santé, de petits projets d'infrastructure, de points d'accès à l'eau, de centres de formation, de projets d'assainissement et de travaux routiers (petits ponts, asphaltage des routes, installation de feux de circulation modernes, etc.) Le projet a également permis de renforcer les capacités d'environ 1 200 fonctionnaires et élus de l'administration centrale et locale. La formation s'est concentrée sur les procédures de gestion, en mettant l'accent sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'inclusion dans la gestion municipale. En outre, le PDREAS a créé des comités de citoyens pour améliorer la transparence et la gouvernance locale, ce qui a permis d'impliquer davantage de citoyens dans la planification et la gestion des ressources municipales. Par exemple, environ 1 000 comités de villages et de quartiers ont été formés à l'utilisation d'outils et de techniques de suivi par les citoyens. En conséquence, les comptes administratifs et financiers d'environ 900 municipalités ont été jugés par la Cour suprême, plus de 70 municipalités ont été contrôlées par des institutions d'audit (auditeur général, département de contrôle général des services publics et inspection des finances) et un mécanisme de contrôle citoyen a été mis en place dans les 102 municipalités couvertes par le projet.



Village de Goudiourou (Commune de Liberte Dembaya), marché municipal construit par le projet, 2023.



Session de contrôle citoyen : Réunions sur la responsabilité publique (Municipalité de Bancoumana), 2024.



En novembre 2024, les maires des 102 municipalités ont exprimé leur entière satisfaction à l'égard du PDREAS, soulignant son rôle dans le renforcement de la résilience. Ils ont souligné comment le projet a permis à leurs municipalités de résister aux défis posés par la crise COVID-19 et la crise économique mondiale entre 2022 et 2023. Malgré ces difficultés, le projet a aidé les municipalités à continuer à fournir des services de base aux citoyens, à améliorer la transparence dans la gestion des ressources et à contribuer à la restauration du contrat social.

### 3.3. Niger Programme de gestion du secteur public pour la résilience et la prestation de services (PGRP)

Le PGRP<sup>6</sup> est un programme pour les résultats (PforR) de 191,5 millions de dollars américains approuvé en juin 2022 pour renforcer la gestion des dépenses publiques et des ressources humaines dans les secteurs de la santé et de l'éducation au Niger. Son objectif est de s'attaquer aux goulets d'étranglement en matière de gestion des finances publiques et des ressources humaines qui entravent la disponibilité des vaccins, des médicaments essentiels et du matériel éducatif tel que les livres de mathématiques et de lecture. Premier programme de ce type au Niger, le PGRP offre la possibilité de renforcer les systèmes nationaux par le biais du mécanisme PforR.

Malgré les difficultés, le programme a donné des résultats tangibles. Bien que les opérations aient été interrompues de juillet 2023 à mai 2024, plusieurs objectifs de 2023 ont tout de même été atteints, ce qui s'est traduit par un décaissement de 49 millions de dollars en juillet 2024. Les principales réalisations sont les suivantes : (i) le déblocage en temps voulu des allocations budgétaires annuelles pour le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé et des Affaires sociales au cours des quatre trimestres de 2023 et 2024 ; (ii) une réduction du nombre de jours de rupture de stock de médicaments essentiels dans les centres de santé mal desservis, qui est passé de 16 jours à 9 jours à la fin de l'année 2023 ; et (iii) la disponibilité de 11 millions de doses de vaccins et de médicaments essentiels (y compris les vaccins pentavalents, le vaccin antipneumococcique conjugué (PCVx13) et le vaccin antipoliomyélitique oral (VPO)) pour les campagnes de vaccination, malgré les fermetures de frontières causées par les sanctions régionales à la suite de la prise de contrôle du gouvernement par l'armée en juillet 2023.

Les résultats du programme ont été obtenus grâce à une collaboration étroite entre le gouvernement et la Banque mondiale, garantissant la pertinence du programme ainsi qu'une forte

<sup>6</sup> Programme de Gestion du Secteur Public pour la Résilience et la Prestation de Service.



Campagne de vaccination dans une école publique, région d'Agadez, juillet 2024.



Session de vaccination à Agadez, juillet 2024.

**appropriation et un engagement au niveau local.** Un autre facteur clé de la réussite du programme est son suivi étroit, assuré par un personnel dévoué et expérimenté ayant une connaissance approfondie de l'environnement, du contexte et des défis locaux. En plus des missions semestrielles de soutien à la mise en œuvre, des réunions mensuelles de contrôle sont organisées entre l'équipe de travail et l'unité de mise en œuvre du programme, assurant une supervision étroite et une gestion efficace des questions quotidiennes.

## Annexe

Tableau 1

Indicateurs des perspectives de macro-pauvreté  
(variation annuelle en %), 2024–2025

	Burkina Faso		Tchad		Mali		Niger	
	2024 e	2025 f	2024 e	2025 f	2024 e	2025 f	2024 e	2025 f
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché</b>	3,7	3,9	3,0	2,1	3,7	4,0	5,7	8,5
Consommation privée	4,4	4,3	1,3	3,4	4,0	4,1	3,8	4,6
Consommation des pouvoirs publics	3,7	3,8	9,6	0,1	-0,3	0,7	3,5	2,9
Investissement brut en capital fixe	2,9	3,1	3,9	-2,4	6,7	6,0	4,0	7,6
Exportations, biens et services	3,0	3,1	4,0	0,9	2,8	4,3	45,2	39,1
Importations, biens et services	3,8	3,5	1,8	1,1	3,9	4,3	13,3	10,1
<b>Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs</b>	3,7	3,9	3,0	2,1	3,7	4,0	5,7	8,5
Agriculture	4,2	4,3	3,1	3,4	3,6	4,5	6,5	6,8
L'industrie	2,8	3,1	4,1	-0,5	2,5	3,5	12,1	5,6
Services	4,0	4,1	1,9	3,2	4,2	3,9	1,1	12,2
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	3,4	2,5	6,5	3,2	2,3	2,0	8,5	6,7
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-6,2	-6,0	-3,0	-3,8	-6,0	-4,5	8,3	-3,8
<b>Flux net d'investissements directs étrangers (% du PIB)</b>	0,4	0,4			3,2	3,1	1,6	1,7
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-5,9	-5,3	-0,3	-2,3	-3,5	-3,3	-4,4	-3,9
<b>Recettes fiscales (% du PIB)</b>	20,8	21,3	22,7	21,5	23,4	23,7	10,9	11,4
<b>Dette (% du PIB)</b>	54,2	54,8	41,9	42,3	57,0	57,2	53,3	51,3
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-3,3	-2,7	1,1	-0,2	-1,5	-1,3	-3,8	-3,5
<b>Taux de pauvreté international (2,15 \$ en PPA 2017)<sup>a,b</sup></b>	25,8	25,1	36,5	38,4	20,8	20,4	47,5	44,2
<b>Taux de pauvreté des revenus moyens inférieurs (3,65 \$ en PPA 2017)<sup>a,b</sup></b>	60,5	60,0	69,2	72,4	56,6	56,0	81,0	78,8
<b>Taux de pauvreté de la classe moyenne supérieure (6,85 \$ en PPA 2017)<sup>a,b</sup></b>	87,6	87,3	91,5	93,3	86,1	85,7	95,2	94,2
<b>Croissance des émissions de GES (mtCO<sub>2</sub>e)</b>	4,3	4,3	2,0	2,1	4,2	4,8	4,7	5,0
<b>Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)</b>	11,9	12,3	2,2	2,2	16,8	17,3	8,0	8,4
<b>PIB nominal (million de dollars)</b>	22572,5	23881,3	13979,5	13809,0	21736,2	22976,1	19421,0	23180,6

Source : Banque mondiale MPO, Assemblées Annuelles 2024.

<sup>a</sup> Calculs basés sur l'ECOM de 2011. Données réelles : 2011. Prévisions immédiates : 2012-2023. Les prévisions vont de 2024 à 2026..

<sup>b</sup> Projection utilisant une distribution neutre (2011) avec un taux de transmission = 0,87 (Med (0,87)) basé sur le PIB par habitant en monnaie locale constante.